Héron de Villefosse intervient à la demande de madame Veuve Boris Vildé qui habite au 53 de la rue Boucicaut. Laboissière est inscrit sur la liste des monuments historiques dès le 7 avril 1956.

En réponse à l'avis de la Commission du Vieux Paris, le Conseil municipal de Fontenay vote une protestation le 2 juillet 1956 :

« La lecture du document en question révèle une méconnaissance certaine du problème posé quand il est question notamment de la suppression de l'immeuble appelé pompeusement château pour la circonstance, alors qu'en fait celui-ci doit être conservé, et d'un esprit bien léger dans l'utilisation des deniers publics quand il est dit que l'immeuble en cause pourrait être affecté à un service municipal alors que sa restauration dans l'état intérieur où il se trouve est impensable. Il est précisé par ailleurs que son parc pourrait être relié au parc municipal par une passerelle au dessus de l'avenue de Paris [aujourd'hui av. Jeanne et Maurice Dolivet], ce qui est du domaine de la plus haute fantaisie ».

Le château Laboissière sera épargné, contrairement à l'ancienne demeure d'Antoine Petit.

L'Archive de la Quinzaine n° 49

Du lundi 24 avril 2006 au samedi 6 mai 2006 :

**L'ancien Collège Sainte-Barbe
(vers 1926 ?)**

Les Archives municipales vous accueillent les lundi et vendredi (8h00-14h00) et du mardi au jeudi (8h00-12h00 et 13h00-17h00) ou sur rendez-vous.

David Descatoire

Tel. 01 41 13 21 12

documentation@fontenay-aux-roses.fr

<http://www.fontenay-aux-roses.fr>

(rubriques « Service des Archives municipales » et « Histoire »)

L'actualité des Archives municipales

Dons : Remerciements à Mme Catherine Passal qui a donné plusieurs cartes postales anciennes présentant notamment la Fosse Bazin, le Château Boucicaut et la place Carnot.

L'Archive de la Quinzaine¹ n°48

Du lundi 10 avril 2006 au samedi 22 avril 2006 :

**M. Héron de Villefosse et deux propriétés sises à
Fontenay-aux-Roses
(1956)**

A Fontenay-aux-Roses, les années 1950 marquent le point de départ d'un immense effort de construction de logements qui va bouleverser l'aspect de la ville.

Plusieurs propriétés fontenaisiennes sont menacées. En 1955, le château Boucicaut est détruit. L'année suivante, l'ex-demeure d'Antoine Petit (située à l'angle des rues Boucicaut et Antoine Petit) et le château Laboissière semblent condamner...avant que l'historien (spécialiste de l'Île-de-France) René Héron de Villefosse alerte la Commission du Vieux Paris (cote T 114) :

¹ Tous les quinze jours, les Archives municipales se proposent d'exposer, dans les vitrines du hall administratif de la Mairie, un document original concernant l'histoire de Fontenay.

magée, s'est offert lui-même, si on voulait la descendre, à la placer dans la crypte.

Il signale que quelques autres pierres tombales ont été remployées comme dalles à l'étage supérieur des caves. Elles ne paraissent pas avoir été connues de Raunig et ne figurent pas dans l'*Épigraphie du Vieux Paris*. Leurs inscriptions seront relevées dès que leur nettoyage aura pu être fait.

La Commission adopte la proposition de M. Fleury, décide d'émettre un vœu en faveur du maintien de la servitude et d'adresser des remerciements à M. Neujahr.

9. — Note, par M. d'Espèzel, sur les mesures prises pour photographier toutes les maisons menacées de démolition.

M. d'Espèzel. — Conserver, entretenir, mettre en valeur les monuments et l'histoire de Paris, telle est la tâche essentielle de la Commission du Vieux Paris. Nos travaux, nos publications attestent que nous n'y avons jamais failli.

Mais cette tâche peut revêtir des aspects très divers, à ne considérer même que deux points de vue.

L'aspect d'une ville, à un moment quelconque de son histoire, n'est pas seulement fait de ses monuments. Ces derniers ont toujours été, ils sont toujours, entourés de constructions de type banal qui composent en majeure partie le visage de la cité et qui, dans leur absence d'originalité même, caractérisent justement une époque.

De plus, la Providence ne choisit pas toujours de beaux monuments pour y faire naître les grands hommes, pour y situer des événements historiques.

Ainsi, à un moment donné, on a surtout l'image des monuments et non celle de l'ensemble de la ville ; cette image est donc incomplète. Et, lorsque grandit la renommée d'un homme, quand s'accroît l'importance d'un fait, on cherche souvent en vain à retrouver les lieux qui les ont vus naître ou passer.

S'il ne peut être question de tout conserver on peut du moins s'efforcer de fixer l'aspect d'une cité, aussi bien celui de ses laideurs que celui de ses beautés, son image vraie.

Telle a été la pensée du secrétaire de notre Commission : il a été heureux de trouver un écho chez un des hauts fonctionnaires de la Préfecture de la Seine qui a immédiatement saisi l'intérêt de notre dessein et y a donné aussitôt son appui.

M. Lameyre, sous-directeur, vent bien désormais adresser à la Commission une formule signalant tous les projets de démolition ressortissant à ses services et, grâce à l'obligeance et au parfait désintéressement de M. Raymond Lalancé, qui, bénévolement, consacre ses loisirs à ce travail, toutes ces constructions sont méthodiquement photographiées, quelle que soit, répétons-le, leur nature. Vous allez voir quelques spécimens de son travail, exécutés au cours de nombreux déplacements.

Il reste à compléter ce relevé méthodique par celui des immeubles ayant fait l'objet d'un arrêté de péril pris par la Préfecture de police.

Peut-être notre président voudra-t-il proposer à la Commission d'adresser ses félicitations et ses remerciements très vifs à M. Lameyre et à M. Lalancé l'expression de sa gratitude.

M. le Président remercie M. d'Espèzel de son intéressante communication, souligne l'intérêt que présentent de tels documents pour l'histoire de l'art et l'histoire sociale et exprime la reconnaissance de la Commission envers MM. Lameyre et Lalancé.

10. — Signalement, par M. Héron de Villefosse, des mesures éventuelles de préservation de deux propriétés sises à Fontenay-aux-Roses : La Boissière, place du Général-de-Gaulle et rue des Pierrelais, et la maison de Petit, 53, rue Boucicaut.

M. Fleury donne lecture d'une lettre adressée par M. Héron de Villefosse, absent de Paris, au secrétariat de la Commission et rédigée en ces termes :

« La commune de Fontenay-aux-Roses est actuellement en pleine transformation. Des percées de nouvelles routes et des

lotissements en modifient considérablement la structure et l'aspect. Toutes les propriétés anciennes sont menacées de morcellement. Le « Château Boucicaut », construction prétenue élevée pour la veuve du fondateur du « Bon Marché », a été démolie en 1955 et son pare va être prochainement loti. Si cette dernière entreprise peut sembler acceptable, il n'en est pas de même de celles qui menacent deux autres propriétés, anciennes celles-là, et dont la sauvegarde paraît éminemment souhaitable. En voici l'histoire et la description sommaires :

« La Boissière, place du Général-de-Gaulle et rue des Pierrelais, est un petit château qui fut construit en 1698 par Denis Thierry, libraire, juge-consul de la Ville de Paris. Il avait été, sur le conseil de Boileau, le premier éditeur des fables de La Fontaine, et c'est grâce aux importants gains qu'il réalisa ainsi qu'il put faire construire cette maison. Après lui la propriété passa à Pierre Saintar, directeur de la Compagnie des Indes, en 1756 à Lempereur, orfèvre-joaillier, échevin de Paris, et dessinateur estimé, en 1778 à Legendre, avocat au Parlement, puis par la suite à divers propriétaires, généralement notaires parisiens.

« La propriété appartient à l'heure actuelle aux établissements Citroën qui y logent des apprentis et ont édifié dans le parc de fâcheux baraquements.

« La municipalité songe à supprimer totalement la propriété et à construire sur son emplacement un marché et un groupe d'habitations à bon marché.

« Le bâtiment principal, avec son toit à la Mansart et ses frontons sculptés, est d'aspect très heureux. Il a conservé ses communs en cour creusé qui forment une belle entrée à la cour d'honneur. Dans une imposte de porte, un bas-relief de bois, représentant une fable, est peut-être un souvenir de Denis Thierry. Le parc, malheureusement négligé, a gardé de beaux arbres.

« Il est désolant de voir promise au morcellement une propriété aussi noble et aussi facilement restaurable qui forme au centre de Fontenay-aux-Roses un flot de beauté et de verdure. Le château de La Boissière pourrait facilement être affecté à un service municipal et le parc devenir jardin public, relié par une passerelle au-dessus de l'avenue de Paris au parc de Sainte-Barbe.

« La maison de Petit, 53, rue Boucicaut, a été bâtie au XVIII^e siècle par Antoine Petit, célèbre chirurgien, membre de l'Académie des sciences, un des praticiens les plus célèbres d'Europe à cette époque, qui passa toute sa vie à Fontenay-aux-Roses et fut un bienfaiteur du village. Cet édifice, de nobles proportions, n'est pas encore menacé, mais il n'en est pas de même de son beau parc, déjà rogné par une nouvelle route, et que l'on projette de lotir en supprimant ses arbres splendides, ce qui semblerait tout à fait regrettable.

« De toutes parts les Fontenaisiens alarmés s'adressent leurs doléances, en particulier la fille de mon ancien professeur en Sorbonne, Ferdinand Lot, Mme Vildé-Lot. »

La Commission, après avoir entendu les explications de MM. Fleury et Victor Perrot, sur la proposition de M. de Fontenay, président, émet le vœu que le domaine de La Boissière et la maison de Petit, 53, rue Boucicaut, soient conservés et remis en état ainsi que les espaces verts qui les entourent.

11. — Communication de M. Fleury sur les projets de démolition d'immeubles anciens sis 19 à 33, rue Radziwill, appartenant à la Banque de France, et sur les projets de reconstruction de la Chancellerie d'Orléans.

M. Fleury. — Dès avant 1914, la Banque de France, désirant agrandir ses bâtiments, avait sollicité l'autorisation de démolir la Chancellerie d'Orléans sise 19, rue des Bons-Enfants et 10, rue de Valois, et classée parmi les monuments historiques. Pour cela elle s'était engagée, par lettres en date des 19 juin 1913 et 18 avril 1914, à reconstruire dans le périmètre de son établissement les parties intéressantes de cet édifice.

Cette autorisation avait été accordée par le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, après avis de la Commission des monu-